



Des personnels épuisés face à la gestion approximative de la crise sanitaire

COMMUNIQUÉ

Le premier ministre a annoncé ce lundi 6 décembre une évolution du protocole sanitaire dans les écoles et un passage au niveau 3 de celui-ci entraînant un retour du masque en extérieur, une limitation du brassage des élèves et des activités sportives. C'est donc la seconde fois en dix jours que le gouvernement change les règles sanitaires face à une reprise épidémique dans le pays. Si cette décision ne change pas profondément les choses dans la lutte sanitaire, elle indique une nouvelle fois les tâtonnements et les approximations dont font preuve le gouvernement et le ministère de l'Éducation nationale.

Pour l'heure, dans les écoles, on reste donc sur la règle du dépistage systématique sans fermeture systématique des classes dès le premier cas Covid rencontré. Cette procédure, extension de l'expérimentation menée dans dix départements depuis quelques mois, n'a pas montré son efficacité pour freiner la contamination mais « améliore » seulement les chiffres de fermetures de classes.

Si la CGT Éduc'action est favorable à des mesures permettant de garder le plus possible les classes ouvertes afin de maintenir le lien pédagogique, elle reste très dubitative face à ce protocole qui ne présente pas les meilleures garanties sur le plan sanitaire pour les élèves, les familles, mais aussi les personnels. Pire, cette procédure a de nombreux trous dans la raquette puisqu'elle ne prend pas en compte les cas avérés survenus dans la sphère privée ou extrascolaire et qu'elle laisse les familles se débrouiller avec les tests alors que les laboratoires sont actuellement débordés.

Elle génère surtout une nouvelle dégradation des conditions de travail des personnels enseignants qui se voient dans l'obligation de jongler dans la mise en place du protocole et le maintien des apprentissages dans des bonnes conditions. Pour la CGT Éduc'action, il est inacceptable que les équipes éducatives gèrent seules l'ensemble du dispositif qui suscite parfois des tensions avec les familles et entraîne inmanquablement une surcharge de travail et un stress supplémentaire. Pédagogiquement, elle est également très problématique et inégalitaire puisque les élèves reviennent au compte-goutte après les résultats de leur test. De plus, elle fait croire aux familles que les classes ne fermeront plus (ce qui est faux) et que les personnels pourraient assurer un enseignement mixte (distanciel/présentiel), ce qui est impossible et que nous refusons. Après 18 mois de gestion chaotique de la crise sanitaire, les personnels sont épuisés de ces changements incessants et approximatifs, mais aussi de pallier l'inconséquence de l'institution.

La CGT Éduc'action considère qu'il est urgent que le ministère de l'Éducation nationale entende ses revendications et celles des personnels pour travailler sereinement dans les écoles et établissements mais aussi pour améliorer les conditions d'accueil et de travail. Pour cela, il faut un plan d'urgence permettant de recruter immédiatement et massivement des personnels afin de généraliser les dédoublements ainsi que le remplacement des personnels absents pour éviter les brassages et améliorer le suivi de tous les élèves. Ces mesures concrètes seront indéniablement efficaces à court et moyen termes pour le bien-être au travail de tous les personnels et l'enseignement dispensé aux élèves. Il y a donc urgence à agir.

Montreuil, le 7 décembre 2021